



KPMG SA
51 Chemin de la Taillat
38240 Meylan

Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame
43 avenue Marcelin Berthelot 38100 GRENOBLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 Chemin de la Taillat
38240 Meylan

Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame

43 avenue Marcelin Berthelot 38100 GRENOBLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note "Subventions d'investissement" du paragraphe "III. Notes sur le Bilan" de l'annexe précise les modalités de comptabilisation des subventions d'investissement. Nos travaux ont consisté à examiner la correcte comptabilisation des subventions d'investissement et le correct calcul des amortissements de ces dernières, ainsi qu'à vérifier que la note "Précisions subventions d'investissement" de l'annexe des comptes annuels fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Meylan, le 26 novembre 2024

KPMG SA

Jean-
Marc
Baumann

Signature numérique
de Jean-Marc Baumann
Date : 2024.11.26
16:50:21 +01'00'

Jean-Marc BAUMANN

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2024 12			Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	48 669	42 791	5 878	10 684	-4 806	-44.99
	Autres immobilisations incorporelles	22 080	13 899	8 181	12 597	-4 416	-35.06
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	10 750 776	5 133 842	5 616 934	5 955 658	-338 724	-5.69
	Installations techniques Matériel et outillage	7 869 387	4 365 038	3 504 349	2 697 752	806 596	29.90
	Autres immobilisations corporelles	125 930	90 993	34 937	42 017	-7 080	-16.85
	Immobilisations corporelles en cours	9 648		9 648	700 865	-691 217	-98.62
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières						
	Participations et Créances rattachées	164 727		164 727	161 555	3 172	1.96
	Autres titres immobilisés	830 000		830 000	830 000		
	Prêts	43 292		43 292	46 255	-2 963	-6.41
	Autres	4 043		4 043	4 043		
	Total I	19 868 552	9 646 563	10 221 989	10 461 428	-239 439	-2.29
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Avances et acomptes versés sur commandes	3 012		3 012	46 118	-43 106	46 118
	Créances						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 668	10 171	4 497	3 194	1 303	40.80
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	209 336		209 336	283 998	-74 662	-26.29
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Disponibilités	888 022		888 022	1 119 279	-231 257	-20.66
	Charges constatées d'avance	71 539		71 539	69 697	1 842	2.64
	Total II	1 186 576	10 171	1 176 406	1 522 286	-345 880	-22.72
	Frais d'émission des emprunts (III)						
Comptes de Régularisation	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	21 055 128	9 656 734	11 398 394	11 983 713	-585 319	-4.88

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
FONDS PROPRES	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	8 117 836	8 202 557	-84 721	-1.03
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-292 364	-84 721	-207 643	-245.09
	Situation nette (sous total)	7 825 472	8 117 836	-292 364	-3.60
	Fonds propres consommables				
FONDS DÉDIÉS	Subventions d'investissement	559 678	544 802	14 876	2.73
	Provisions réglementées				
	Total I	8 385 151	8 662 638	-277 488	-3.20
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	69 900	63 000	6 900	10.95
PROVISIONS	Total III	69 900	63 000	6 900	10.95
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 129 515	2 490 331	-360 816	-14.49
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus	149 808	140 897	8 912	6.32
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	121 894	75 029	46 865	62.46
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	90 566	74 353	16 214	21.81
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	119 925	171 282	-51 357	-29.98
	Autres dettes	59 140	81 744	-22 603	-27.65
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	272 495	224 439	48 056	21.41
	Total IV	2 943 344	3 258 075	-314 731	-9.66
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 398 394	11 983 713	-585 319	-4.88

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation				
Cotisations	109 912	104 944	4 968	4.73
Ventes de biens et services	2 469 748	2 374 453	95 294	4.01
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	2 469 748	2 374 453	95 294	4.01
dont parrainages				
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits de tiers financeurs	1 579 072	1 462 016	117 057	8.01
Concours publics et subventions d'exploitation	1 571 921	1 459 710	112 210	7.69
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	655		655	
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	6 496	2 305	4 191	181.80
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 730	2 203	-473	-21.45
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	44 815	52 373	-7 558	-14.43
Total I	4 205 278	3 995 989	209 289	5.24
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	991	3 185	-2 194	-68.88
Variation de stock	27 187	25 821	1 366	5.29
Autres achats et charges externes	2 044 709	1 956 749	87 960	4.50
Aides financières	9 676	1 771	7 905	446.37
Impôts, taxes et versements assimilés	181 908	161 631	20 277	12.55
Salaires et traitements	781 990	742 761	39 229	5.28
Charges sociales	284 709	256 978	27 731	10.79
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 300 244	1 096 142	204 102	18.62
Dotations aux provisions	12 496	11 076	1 420	12.82
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	4 170	5 498	-1 328	-24.16
Total II	4 648 079	4 261 611	386 469	9.07
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	-442 802	-265 621	-177 180	-66.70

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	34 375	31 205	3 170	10.16
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	34 375	31 205	3 170	10.16
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	33 226	37 479	-4 253	-11.35
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	33 226	37 479	-4 253	-11.35
2. Résultat financier (III-IV)	1 149	-6 274	7 423	118.31
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	-441 653	-271 895	-169 758	-62.43
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	24 581	132 924	-108 343	-81.51
Sur opérations en capital	145 578	123 443	22 136	17.93
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	170 159	256 367	-86 208	-33.63
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	16 314	64 844	-48 530	-74.84
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	16 314	64 844	-48 530	-74.84
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	153 845	191 523	-37 678	-19.67
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 556	4 348	208	4.78
Total des produits (I+III+V)	4 409 812	4 283 561	126 251	2.95
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	4 702 176	4 368 282	333 894	7.64
5. EXCEDENT OU DEFICIT	-292 364	-84 721	-207 643	-245.09

COMPTE DE RESULTAT - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

	Exercice N 31/08/2024 12	Exercice N-1 31/08/2023 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	867 235	839 886	27 349	3.26
Bénévolat	1 862	1 944	-82	-4.22
TOTAL	869 097	841 830	27 267	3.24
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	867 235	839 886	27 349	3.26
Prestations en nature				
Personnel bénévole	1 862	1 944	-82	-4.22
TOTAL	869 097	841 830	27 267	3.24

Bilan au 31 août 2024 ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

Identification de l'OGEC

L'association des familles OGEC de l'Externat Notre Dame est basée au 43 avenue Marcelin Berthelot. Elle comprend un seul site sur lequel sont accueillis dans différents bâtiments, les élèves de la petite section à la terminale.

L'ensemble scolaire a été fondée en 1871 à Grenoble, rue Pierre Duclot, au centre de la ville ancienne ; le chanoine Angles d'Auriac fût à l'initiative de la construction du nouvel Externat Notre Dame au 43 avenue Marcelin Berthelot à Grenoble à la fin des années 1960. C'est également lui qui signera avec l'état en 1961 le contrat d'association pour le Secondaire et le contrat simple pour le Primaire.

Le bâtiment de l'école permet d'accueillir 4 classes de maternelle [90 élèves] au rez-de-chaussée et 10 classes d'élémentaire [269 élèves] au 1er étage. Le bâtiment du secondaire permet d'accueillir 20 classes de collège [610 élèves] et 12 classes de lycée général [401 élèves]. Un camion école permet également d'assurer la scolarité d'élèves [32 élèves] en se rendant sur différents terrains occupés par les gens du voyage. L'ensemble scolaire compte donc 1 402 élèves.

Le site est la propriété de l'association immobilière de l'Externat Notre Dame, liée à l'OGEC via un prêt à usage signé le 01.06.2015. Les bâtiments ont une surface totale de 14 000 m²

Le directeur du secondaire est également coordinateur de l'ensemble scolaire.

L'établissement propose les activités annexes suivantes : restauration scolaire pour tous les niveaux, un dispositif global d'aide aux devoirs pour les collégiens et lycéens (méthodologie, aide aux devoirs, étude surveillée) impliquant enseignants et personnels OGEC, une garderie pour les élèves de maternelle et d'élémentaire.

Faits marquants de l'exercice

Banque

Pas de fait marquant dans cette catégorie.

Familles

Depuis des années, la société de restauration Sodexo avait un mandat d'encaissement pour les activités de restauration des élèves du collège et du lycée et pour les adultes. Depuis le 1^{er} septembre 2023, les familles et adultes versent l'argent de la restauration directement à l'Externat Notre Dame via l'application Ecole directe que les parents utilisent déjà au quotidien.

- La conséquence est une disponibilité immédiate des fonds pour l'Externat, un meilleur suivi des retards de versement par le service comptable, une facilité de gestion des soldes en fin d'exercice... mais une augmentation des commissions sur carte bleue (compte 627 000).
- La conséquence pour les parents est un site de moins (celui de la société Sodexo), une cohérence avec les moyens habituels de communication entre l'établissement et les familles (Ecole directe) et une plus grande réactivité des réponses aux questions.

Social

Contrairement à l'exercice précédent, le SMIC a faiblement évolué durant l'exercice 2023 – 2024. La seule modification de la valeur du point SEP (qui sert de base au calcul de la rémunération des salariés et qui suit généralement les évolutions du SMIC) a été celle habituelle du 01.09.2023. Cette évolution découle d'accords de branche.

Faute de candidats, nous n'avons pas embauché de maître nageurs sauveteurs cette année pour encadrer l'apprentissage de la natation aux élèves de l'école. Pour mémoire, il s'agit habituellement de contrats d'usage d'une heure par semaine (correspondant au créneau de piscine que la mairie de Grenoble nous accorde).

- La conséquence sur l'ETP est faible.
- L'absence de gratuité de la mise à disposition par la mairie impacte les comptes de classe 8.

Immobilier

Pas de fait marquant dans cette catégorie.

Comptabilité

Après plus d'un an de travaux dans la cuisine, les installations ont été réceptionnées en septembre 2023 après reprise des finitions et malfaçons. Les sommes concernant ces travaux ont été reprises au 1^{er} septembre 2023 depuis le compte immobilisation en cours.

Pour la seconde année consécutive, les variations importantes de la taxe foncière nous poussent à prendre mieux en compte la valeur de l'année civile 2024 en affectant 8/12^e de la valeur à l'exercice et non uniquement les acomptes comme auparavant. Pour mémoire, les prélèvements de cette taxe sont ainsi construits : acomptes de janvier à octobre basés sur la valeur de l'année précédente puis régularisations sur novembre et décembre après vote des évolutions par les collectivités locales. Cette année, c'est une charge constatée d'avance qui est affectée à notre exercice.

Les deux forfaits de la Région (matériel et personnel) ont été versés cette année à 70% sur cet exercice (et donc le solde en produit à recevoir sur le prochain exercice). Lors de l'exercice précédent, pour accompagner les établissements scolaires dans la gestion de leur trésorerie dans un cadre de forte inflation et de coûts important des fluides, la Région avait versé ces deux forfaits sur l'exercice. Si ce changement de méthode n'impacte pas les comptes de produits, il fausse la comparaison des comptes de produits à recevoir.

Le forfait personnel du Département a été versé à 100% sur cet exercice alors qu'il était versé à 67% sur l'exercice précédent (et donc le solde en produit à recevoir sur cet exercice). De la même manière, ce changement de méthode fausse la lecture des produits à recevoir.

La direction diocésaine a reçu un mandat d'encaissement de la part de l'UGSEL pour encaisser ses cotisations pour les élèves du collège et du lycée durant l'exercice 2023 – 2024. Les comptes de charges restent inchangés ; seul le compte de tiers est impacté.

Il n'y a pas d'autre point notable sur cet exercice.

Sous-traitance restauration et nettoyage

Rappel : suite à des dysfonctionnements durant l'exercice 2022 – 2023, l'OGEC a décidé de mettre fin au contrat de la société Sodexo sur les aspects de restauration et de nettoyage. La date de fin de partenariat a été fixée en commun accord au 7 juillet 2023, jour de la sortie scolaire. Cette date a permis de libérer la cuisine pour les travaux de l'été 2023 et de faire bénéficier les sociétés remplaçantes (JNT restauration et JNT services) de la période estivale pour se mettre en place. L'année 2023 – 2024 a donc été une année complète avec le nouveau prestataire.

Les conséquences comptables sont les suivantes sur l'exercice 2023 – 2024 :

- Encaissement en direct des recettes restauration des familles comme évoqué plus haut.
- Amortissement à la valeur résiduelle des investissements que la société Sodexo avait portés pour nous.
- Amortissement de l'investissement porté par l'Externat sur le matériel de nettoyage (laveuses et chariots de ménage). L'OGEC a décidé d'investir dans ce matériel et de le mettre à disposition de la société JNT services. Ceci permet la cohérence avec le matériel de restauration : 100% du matériel appartient à l'OGEC.

Crise sanitaire

L'OGEC n'a fait face à aucun frais supplémentaire durant cet exercice 2023 – 2024.

Guerre en Ukraine

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie, depuis février 2022, a d'importantes répercussions sur les marchés financiers et sur le prix des matières premières. Les sanctions qui visent la Russie devraient avoir des incidences significatives pour les sociétés ayant des activités d'affaires avec la Russie. Au 31 août 2024, l'O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame a subi des hausses du prix des matières premières et de l'énergie, directement ou indirectement liées à ce conflit. Cela va probablement impacter également le prochain exercice.

Ouverture de classe

Aucun point notable dans cette catégorie

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture ne nécessite d'écriture comptable complémentaire.

Changement des conditions d'exploitation

Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Durée et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.08.2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la Nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Changements comptables

Aucun changement n'a été opéré sur l'exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Dépréciation d'éléments d'actifs

La provision pour créance douteuse :

- Avait pour valeur 6 304.68 € au 31.08.2023,
- A été reprise durant l'exercice à hauteur de 1 730.30 € : versement de familles pour 1 627.40 € et déclaration de somme irreouvrable pour 102.90 €,
- A été augmentée à hauteur de 5 596.19 € durant l'exercice suite à l'absence de règlements de famille,
- A pour valeur 10 170.57 € au 31.08.2024.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

L'établissement ne possède plus de sicav depuis le 23.08.2019.

L'établissement possède 3 comptes à terme à 3 ans totalisant 830 k€ ouverts le 28.09.2022 auprès de la Caisse d'Epargne :

- Un CAT classique pour 430 k€ nanti dans le cadre de l'emprunt souscrit en 2021.
- Deux CAT green (favorisant le financement de la protection de la planète) de 200 k€ chacun.

Fonds propres

Le compte « report à nouveau » n'a été mouvementé que de l'affectation du résultat de l'exercice 2022 – 2023.

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Le tableau de suivi des subventions d'investissement est ci-dessous. Il s'agit de la variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat), permettant un suivi par projet et par financeur.

Provision

Provisions pour risques et charges

Il n'y a aucune provision de ce type dans l'exercice arrêté au 31.08.2024.

Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, pour l'octroi d'une indemnité de mise en retraite s'élève à 69 900 €.

Hypothèses retenues :

- Application de la convention collective EPNL
- Age de départ à la retraite : 64 ans (en lieu et place de 67 ans l'année précédente)
- Taux d'actualisation : 3,74 %
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Turnover lent

Ce montant est entièrement comptabilisé en « Provision pour indemnités de départ en retraite autres personnels de droit privé ».

Fonds dédiés

Il n'y a aucun fond dédié dans l'exercice arrêté au 31.08.2024.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions.
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Personnel

Evolution des effectifs du personnel

Année scolaire	Administratifs ¹	Personnel d'éducation ²	Total
2020 / 2021	10	22	32
2021 / 2022	11	22	33
2022 / 2023	11.5	21.5	33
2023 / 2024	11.5	20.5	32

Effectif moyen équivalent temps plein personnel OGEC

Année 2020 / 2021	21.50
Année 2021 / 2022	22.83
Année 2022 / 2023	22.98
Année 2023 / 2024	23.80

Rémunération des dirigeants

Précision : Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

Au titre de l'exercice, l'Ogec a versé aux trois dirigeants possédant les plus hautes rémunérations les sommes brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 183 911.16 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 2 069.65 €
- Total des rémunérations (a+b) : 185 980.81 €

¹ Y compris le directeur du secondaire, le directeur du primaire et l'infirmière

² Y compris les directeurs adjoints pédagogiques et le responsable de vie scolaire

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice sont de 16 993.54 € se décomposant ainsi :

- Honoraires relatifs à la certification des comptes : 15 253.54 € ;
- Honoraires liés à des attestations : 1 740.00 €

Charges et produits exceptionnels

GEG fournisseur d'énergie a recalculé et régularisé les avances faites durant l'année civile 2023 sur l'amortisseur gouvernemental de l'électricité. La régularisation a été en notre défaveur. Les sommes relatives à janvier – août 2023 sont extournées en charges sur exercice antérieur à hauteur de 14 693.97 €.

Aucune autre valeur significative au niveau des charges.

Un certain nombre de revalorisations de forfaits relatifs à l'exercice 2022 – 2023 sont enregistrés en 772 800 : forfaits d'Etat collège et lycée, revalorisation « aide à l'énergie » de la Région.

Pas d'autre valeur significative au niveau des produits.

Changement de présentation

Il n'y a pas d'éléments notables sur cette thématique.

V. AUTRES INFORMATIONS

Contribution volontaire en nature

Bénévolat

L'engagement bénévole pour l'orientation (accueil des familles et des élèves), ainsi que l'engagement des administrateurs pour les réunions formelles (bureaux – conseils d'administration – assemblée générale) est valorisé dans les comptes à hauteur de 1 862 € au coût horaire de 11.65 € dans les comptes spéciaux (864 000 / 875 000).

Mise à disposition gratuite d'équipements sportifs

Compte tenu de l'absence de maître nageurs sauveteurs – voir paragraphe I ci-dessus – sur cet exercice, les écoliers n'ont pas pu bénéficier de la piscine municipale de Grenoble. Il n'y a donc pas de valorisation sur cette thématique cette année.

Immobilisations grevées de droit – prêt à usage

L'Ogec dispose de locaux mis à sa disposition gratuitement dans le cadre d'un prêt à usage. Conformément à la note du CNC (Centre national de la comptabilité) du 13 mars 2007, cet avantage économique fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation dans les termes suivants :

Le prêt à usage signé pour une durée de 17 années à compter du 01.06.2015 permet à l'Ogec de disposer gratuitement de terrains représentant une surface de 2 hectares, 32 ares et 42 centiares. La valeur à neuf de cet ensemble immobilier est évaluée 650 000 €.

Le droit d'usage gratuit a été évalué à partir de cette estimation de valeur à neuf de 38 235 € par année de jouissance pour l'ensemble de la durée du prêt à usage, soit 17 années. L'amortissement du droit d'usage gratuit n'a pas d'incidence sur le résultat : la dotation aux amortissements est constatée dans le compte 861 100 (équivalent loyer) par la contrepartie d'un compte 871 100 (prestations gratuites des propriétaires).

Cas particulier de l'équivalent loyer

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2024 pour un montant de 829 000 € dans les comptes spéciaux (861 100) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871 100).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 5% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 16 597 000 € en appliquant un coût moyen de construction de 1 846.19 € / m² à une surface de 8 990 m². Le taux de 5% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.

Les surfaces de l'école, de la restauration et de l'extension lycée (construits et amortis par l'OGEC ne sont pas pris en compte dans la surface de 8 990 m²).

VI. PRECISIONS SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Suivi des subventions d'investissements par financeur						31.08.2024		
	Nominal	Montant déjà sorti (cpté 110)	Montant déjà amorti (cpté 139)	Reste à amortir au 01.09.2023	Dotation de l'exercice	Montants affectés à des travaux non réalisés (donc quote part non applicable)	Reste à amortir au 31.08.2024	Droit de reprise
	A	B	C	D = A - B - C	E	F	G = D - E	

Financier Région								
Obtenue en 2015-2016 Projet : rénovation lycée 1° tranche ADAP	30 329,00 €	0,00 €	26 105,61 €	4 223,39 €	3 159,20 €		1 064,19 €	96 mois à compter du 31.08.2017
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation lycée 2° tranche ADAP + installations sportives	11 079,11 €	0,00 €	8 788,62 €	2 290,49 €	1 209,06 €		1 081,43 €	96 mois à compter du 20.07.2017
Obtenue en 2016-2017 Projet : rénovation lycée sécurisation	5 793,15 €	0,00 €	4 859,51 €	933,64 €	505,56 €		428,08 €	96 mois à compter du 06.07.2017
Obtenue en 2017-2018 Projet : rénovation lycée 3° tranche ADAP	23 239,41 €	0,00 €	14 607,22 €	8 632,19 €	2 904,74 €		5 727,45 €	96 mois à compter du 01.09.2018
Obtenue en 2018-2019 Projet : rénovation lycée conformité salles + bâtiment sportif	48 574,13 €	0,00 €	26 168,05 €	22 406,08 €	6 069,59 €		16 336,49 €	96 mois à compter du 01.09.2019
Obtenue en 2019-2020 Projet : manuels scolaires 2°-1°	62 316,00 €	0,00 €	49 852,80 €	12 463,20 €	12 463,20 €		0,00 €	Aucun
Obtenue en 2019-2020 Projet : rénovation lycée	43 163,00 €	0,00 €	10 837,97 €	32 325,03 €	5 393,44 €		26 931,59 €	Aucun
Obtenue en 2020-2021 Projet : manuels scolaires T°	34 156,00 €	0,00 €	20 493,62 €	13 662,38 €	6 831,20 €		6 831,18 €	Aucun
Obtenue en 2020-2021 Projet : rénovation lycée escalier sud + amphi 208	8 538,00 €	0,00 €	2 270,35 €	6 267,65 €	1 066,86 €		5 200,79 €	Aucun
Obtenue en 2021-2022 Projet : tourniquet	51 933,00 €	0,00 €	2 312,08 €	49 620,92 €	6 491,64 €		43 129,28 €	Aucun
Obtenue en 2022-2023 Projet : création d'une issue de secours + confort thermique et éclairage	29 015,63 €	0,00 €	0,00 €	29 015,63 €	3 850,14 €		25 165,49 €	Aucun
TOTAUX		348 136,43 €	166 295,83 €	181 840,60 €	49 944,63 €		131 895,97 €	

Suivi des subventions d'investissements par financeur						31.08.2024		
	Nominal	Montant déjà sorti (cpté 110)	Montant déjà amorti (cpté 139)	Reste à amortir au 01.09.2023	Dotation de l'exercice	Montants affectés à des travaux non réalisés (donc quote part non applicable)	Reste à amortir au 31.08.2024	Droit de reprise
	A	B	C	D = A - B - C	E	F	G = D - E	
Financeur Département								
Obtenue en 2015-2016								
Projet : rénovation collège informatique + sécurité	67 624,00 €	2 316,62 €	61 952,88 €	3 354,50 €	3 171,51 €		182,99 €	Aucun
Obtenue en 2016-2017								
Projet : rénovation collège informatique + sécurité	72 165,00 €	0,00 €	60 274,43 €	11 890,57 €	6 264,36 €		5 626,21 €	Aucun
Obtenue en 2017-2018								
Projet : rénovation collège labo physique + accès	65 055,00 €	0,00 €	40 633,52 €	24 421,48 €	8 131,43 €		16 290,05 €	Aucun
Obtenue en 2018-2019								
Projet : rénovation collège gymnases + salle d'arts	104 996,00 €	0,00 €	54 292,81 €	50 703,19 €	13 121,25 €		37 581,94 €	Aucun
Obtenue en 2019-2020								
Projet : rénovation collège sécurité et salles labos	132 230,00 €	0,00 €	32 787,54 €	99 442,46 €	16 522,69 €		82 919,77 €	Aucun
Obtenue en 2020-2021								
Projet : rénovation collège escalier sud + espace techno + amphi 208	129 337,00 €	0,00 €	32 925,41 €	96 411,59 €	16 184,43 €		80 227,16 €	Aucun
Obtenue en 2021-2022								
Projet : sanitaires filles + vestiaires Veujoz + WC PMR 2e étage	120 011,00 €	0,00 €	15 005,12 €	105 005,88 €	15 005,12 €		90 000,76 €	Aucun
Obtenue en 2022-2023								
Projet : économie d'énergie + création d'une issue de secours + réfection toilettes	131 089,00 €	0,00 €	0,00 €	131 089,00 €	16 446,84 €		114 642,16 €	Aucun
TOTAUX		820 190,38 €	297 871,71 €	522 318,67 €	94 847,63 €		427 471,04 €	
Financeur Autre								
Obtenue en 2019-2020								
Projet : aménagement d'un poste de travail (Agifiph)	2 180,30 €	0,00 €	1 453,57 €	726,73 €	436,06 €		290,67 €	Aucun
TOTAUX		2 180,30 €	1 453,57 €	726,73 €	436,06 €		290,67 €	